Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Human Resources and Skills Development Canada

Des milieux de travail équitables, sécuritaires et productifs

Programme du travail

Bulletin du travail

16 août 2010

Also available in English

Le *Bulletin du travail* est un bimensuel produit par le **Programme du travail.** Le bulletin fournit des renseignements pertinents sur les données salariales issues des conventions collectives au Canada ainsi que des mises à jour sur les enjeux des relations industrielles.

Dans ce numéro

Page

Règlements salariaux, analyses et tableaux des données salariales de **juin et du 2e trimestre 2010** ... 1

Négociations clés en cours et à venir 13

Principaux arrêts de travail 18

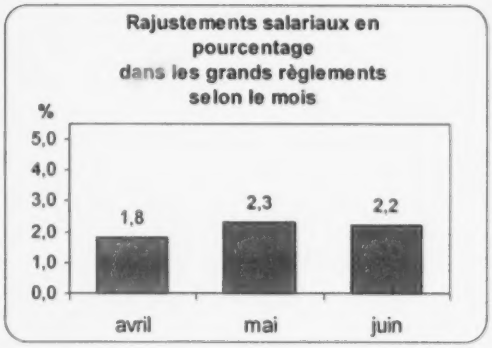
À paraître dans le prochain numéro 19

Pour plus d'information 19

Liste de distribution ajouter/retirer mon nom 19

Règlements salariaux
visant 500 employés ou plus

Juin 2010



Les principales conventions collectives ratifiées en juin 2010 ont donné lieu à des augmentations salariales du taux du salaire de base de 2,2 % par année pendant la durée des conventions. Ces données sont basées sur l'examen de 17 conventions visant 51 270 employés.

Lors des précédentes négociations, la durée moyenne des conventions était de 41,3 mois et le rajustement salarial s'établissait à 3,7 % en moyenne; comparativement à une durée moyenne de 41,0 mois et un rajustement moyen de 2,2 % au cours des ententes courantes.

En juin 2010, les rajustements enregistrés vont d'un gel salarial (General Dynamics Canada, Ontario, et BC Transit) à un taux de 4,3 % (Calgary Co-operative Association Limited).

Dans le secteur public, 41 890 employés visés par 10 conventions obtiennent des rajustements de 2,0 % en moyenne. Dans ce secteur, la convention de Provincial Health Authorities of Alberta vise la plus forte concentration d'employés, soit 24 000 infirmières (57,3 % des employés du secteur public en juin) qui obtiennent un rajustement de 2,0 %. Dans le secteur privé, 9 380 employés visés par 7 conventions reçoivent des rajustements de 2,9 % en moyenne. La Société canadienne des postes accorde un rajustement salarial de 2,1 % à 11 000 maîtres de poste (26,3 % des travailleurs du secteur public). La convention de la Calgary

Co-operative Association Limited (susmentionnée, au taux de 4,3 %) et celle de Brink's Canada Limited qui donne lieu à un rajustement de 3,5 %, exercent une pression à la hausse sur les rajustements du secteur privé. Cependant, les résultats du secteur privé ont été modérés par 2 conventions qui donnent lieu à un gel salarial (General Dynamics Canada et BC Transit).

Si l'on observe les sphères de compétence, l'Ontario et la Saskatchewan affichent les rajustements salariaux les plus élevés au taux de 2,4 % en moyenne. La Colombie-Britannique enregistre la plus faible moyenne de rajustement au taux de 0,0 %. L'Alberta qui compte la plus forte concentration d'employés (55,5 %) affiche des rajustements de 2,2 % en moyenne. La sphère de compétence fédérale enregistre des rajustements salariaux de 2,2 % en moyenne.

Si l'on examine les secteurs d'activité, les rajustements salariaux vont de 0,9 % dans le secteur de la fabrication, à 4,3 % dans le secteur du commerce. Le secteur de l'éducation, de la santé et des services sociaux qui comporte la plus forte concentration d'employés (54,8 % de l'ensemble des employés en juin) enregistre des rajustements de 1,9 % en moyenne.

En juin 2010, plus de 81 % des employés visés par les conventions ratifiées obtiennent des rajustements allant de 2,0 à 2,9 %; 9,6 % reçoivent des rajustements supérieurs à cette catégorie, et 4,0 % obtiennent des augmentations allant de 1,0 à 1,9 %. Moins de 5 % des employés font l'objet d'un gel salarial.

L'abbréviation « IVC » que l'on retrouve dans les tableaux suivants représente l'indemnité de vie chère.

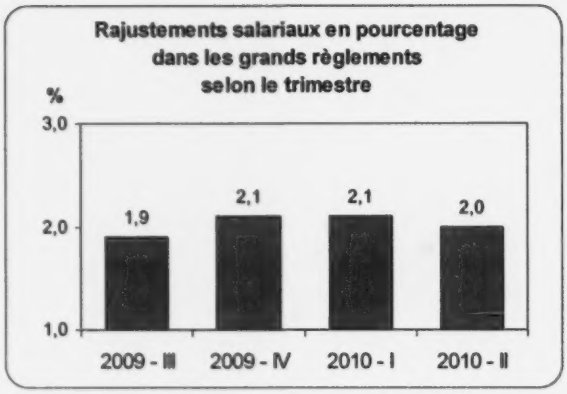
Moyennes annuelles des rajustements salariaux en pourcentage selon le mois

	2010		
	avril	**mai**	**juin**
Secteurs			
Secteur public	1,8	1,9	2,0
Secteur privé	2,3	2,4	2,9
Toutes les industries/sphères de compétence			
Rajustements annuels moyens	1,8	2,3	2,2
Sans IVC	1,8	2,3	2,2
Avec IVC	1,2	-	2,1
Moyenne annuelle de 1re année	1,7	2,3	1,3
Sans IVC	1,7	2,3	1,0
Avec IVC	0,0	-	2,8

	2010		
	avril	mai	juin
Industries			
Services publics	0,0	-	-
Construction	2,4	2,5	2,6
Fabrication	1,2	1,7	0,9
Commerce de gros et de détail	-	-	4,3
Transport	-	1,5	1,9
Finance et services professionnels	-	2,7	3,5
Éducation, santé et services sociaux	3,0	2,5	1,9
Loisirs et hôtellerie	1,2	-	-
Administration publique	0,9	1,5	2,5
Sphères de compétence			
Terre-Neuve-et-Labrador	-	1,7	-
Île-du-Prince-Édouard	-	-	1,9
Québec	3,8	-	2,0
Ontario	2,5	2,4	2,4
Saskatchewan	1,8	3,0	2,4
Alberta	3,1	1,7	2,2
Colombie-Britannique	0,0	0,0	0,0
Territoires	-	2,2	2,2
Loi sur les relations de travail dans la fonction publique	-	-	-
Code canadien du travail, partie I	-	1,9	2,2
Sphère de compétence fédérale	-	1,9	2,2

Deuxième trimestre 2010

Les principales conventions collectives ratifiées au cours du deuxième trimestre 2010 ont donné lieu à des rajustements du taux du salaire de base de 2,0 % par année pendant la durée des conventions. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à la moyenne de 2,1 % enregistrée le trimestre précédent. Les résultats du deuxième trimestre 2010 sont basés sur l'examen de 74 conventions visant 195 550 employés.



Lors des précédentes négociations, les rajustements salariaux s'établissaient à 3,7 % en moyenne, soit un taux supérieur à celui enregistré au cours des ententes courantes. Au cours du deuxième trimestre 2010, la durée moyenne des conventions était de 30,6 mois, comparativement à 41,3 mois durant les ententes précédentes.

Dans le secteur public, 132 910 employés visés par 42 conventions obtiennent des rajustements de 1,8 % en moyenne; dans ce secteur, un gel salarial résultant de 2 conventions du gouvernement de la Colombie-Britannique, de BC Hydro et 2 autres ententes en Ontario et en Alberta exercent une pression à la baisse. Dans le secteur privé, 62 640 employés visés par 32 conventions reçoivent des rajustements de 2,5 % en moyenne; ce secteur enregistre une augmentation du nombre d'ententes dans la construction où 50 470 employés (80,6 % de l'ensemble) visés par 21 conventions (2/3 des conventions ratifiées dans le secteur privé) obtiennent un rajustement de 2,5 % en moyenne. Aussi, toutes les conventions du secteur de la construction ont été ratifiées en Ontario.

Si l'on examine les sphères de compétence, la Colombie-Britannique enregistre le plus faible rajustement salarial (0,0 %) et le Québec affiche le rajustement le plus élevé au taux de 3,3 % en raison de la convention de l'Université de Montréal qui donne lieu à un rajustement de 3,8 %. L'Ontario qui compte la plus forte concentration de conventions enregistre des rajustements de 2,4 % en moyenne, la plupart dans le secteur de la construction. L'Alberta comporte la plus forte concentration d'employés et affiche des rajustements de 2,7 %, la plupart dans le secteur de l'éducation; et la sphère de compétence fédérale enregistre des augmentations salariales de 2,1 % en moyenne.

Si l'on observe les secteurs d'activité, les rajustements salariaux vont de 0,0 % dans le secteur des services publics (une seule convention, BC Hydro) à 4,3 % dans le secteur du commerce (une seule convention, Calgary Co-operative Association Limited). Le secteur des loisirs et de l'hôtellerie enregistre le deuxième plus faible rajustement au taux de 1,2 % en moyenne. Le secteur des finances et des services professionnels affiche le deuxième rajustement en importance au taux de 3,1 % en moyenne. Le secteur de l'éducation, de la santé et des services sociaux qui compte la plus forte concentration de conventions (33,8 %) et d'employés (34,1 %) enregistre des rajustements salariaux de 2,5 % en moyenne.

À ce jour (de janvier à juin) les rajustements salariaux enregistrés s'établissent à 2,1 % en moyenne. Par ailleurs, 26,8 % des employés font l'objet d'un gel salarial, et 44,6 % des employés obtiennent des rajustements allant de 2,0 à 2,9 %; 17 % des employés reçoivent des augmentations salariales de 3,0 % ou plus.

Moyennes annuelles des rajustements salariaux en pourcentage selon le trimestre

	2009		2010	
	3e	4e	1er	2e
Secteurs				
Secteur public	2,2	2,3	2,2	1,8
Secteur privé	1,6	1,6	1,9	2,5
Toutes les industries/sphères de compétence				
Rajustements annuels moyens	1,9	2,1	2,1	2,0
Sans IVC	2,0	2,1	2,1	2,0
Avec IVC	0,8	1,8	1,5	2,0
Moyenne annuelle de 1re année	1,8	2,1	2,1	1,8
Sans IVC	1,9	2,2	2,1	1,7
Avec IVC	0,0	1,7	1,5	2,6
Industries				
Industries primaires	-	-	0,8	-
Services publics	3,0	2,5	2,9	0,0
Construction	4,2	2,5	2,1	2,5
Fabrication	1,2	1,2	1,2	1,3
Commerce de gros et de détail	1,9	1,7	1,9	4,3
Transport	0,3	2,1	3,6	1,9
Information et culture	3,1	1,9	0,0	-
Finance et services professionnels	2,9	2,2	-	3,1
Éducation, santé et services sociaux	2,7	2,4	2,1	2,5
Loisirs et hôtellerie	1,9	-	2,4	1,2
Administration publique	2,0	2,4	2,8	1,0
Sphères de compétence				
Terre-Neuve-et-Labrador	-	-	1,1	1,7
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	1,9

	2009		2010	
	3e	4e	1er	2e
Sphères de compétence (suite)				
Nouvelle-Écosse	3,4	2,3	2,1	-
Nouveau-Brunswick	6,0	-	2,6	-
Québec	-	2,1	1,9	3,3
Ontario	2,2	1,9	2,0	2,4
Manitoba	-	2,4	3,3	-
Saskatchewan	4,8	-	-	2,0
Alberta	4,5	4,3	5,6	2,7
Colombie-Britannique	2,9	3,0	0,2	0,0
Territoires	-	-	-	2,2
Multiprovince	3,0	0,0	-	-
Loi sur les relations de travail dans la fonction publique	1,7	1,7	-	-
Code canadien du travail, partie I	0,3	2,0	1,9	2,1
Sphère de compétence fédérale	0,8	1,8	1,9	2,1

Moyennes annuelles des rajustements salariaux en pourcentage selon l'année

	2007	2008	2009	2010
Secteurs				
Secteur public	3,4	3,5	2,5	2,0
Secteur privé	3,2	2,5	1,8	2,2
Toutes les industries/sphères de compétence				
Rajustements annuels moyens	3,3	3,2	2,4	2,1
Sans IVC	3,3	3,4	2,4	2,1
Avec IVC	3,4	1,7	2,3	1,9

	2007	2008	2009	2010
Toutes les industries/sphères de compétence (suite)				
Moyenne annuelle de 1re année	3,9	3,6	2,5	1,9
Sans IVC	3,9	3,8	2,6	1,9
Avec IVC	3,5	1,9	1,9	2,3
Industries				
Industries primaires	4,6	4,3	2,5	0,8
Services publics	3,9	2,3	3,0	1,0
Construction	3,4	5,4	3,7	2,4
Fabrication	2,5	1,1	1,6	1,2
Commerce de gros et de détail	2,4	2,8	1,8	3,1
Transport	2,7	3,1	1,1	2,3
Information et culture	2,9	2,0	2,1	0,0
Finance et services professionnels	3,6	2,8	2,6	3,1
Éducation, santé et services sociaux	3,5	3,8	3,0	2,3
Loisirs et hôtellerie	3,3	1,9	2,0	2,2
Administration publique	3,4	2,7	2,1	1,2
Sphères de compétence				
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6	5,0	5,0	1,3
Île-du-Prince-Édouard	2,8	3,0	3,6	1,9
Nouvelle-Écosse	3,0	4,0	2,9	2,1
Nouveau-Brunswick	2,5	3,7	6,0	2,6
Québec	3,2	2,4	2,2	2,6
Ontario	3,1	2,6	2,4	2,2
Manitoba	3,0	3,4	2,9	3,3
Saskatchewan	4,1	5,1	5,0	2,0
Alberta	4,9	4,8	4,5	3,7
Colombie-Britannique	3,0	2,5	3,0	0,1
Territoires	3,0	4,4	2,4	2,2

	2007	2008	2009	2010
Sphères de compétence (suite)				
Multiprovince	3,0	-	2,1	-
Loi sur les relations de travail dans la fonction publique	2,8	2,9	1,7	-
Code canadien du travail, partie I	2,7	2,9	1,2	2,1
Sphère de compétence fédérale	2,8	2,9	1,6	2,1

***Note** : Les données pour 2010 englobent les mois de janvier à juin.*

Moyennes annuelles des rajustements salariaux en pourcentage selon les secteurs public et privé, données chronologiques depuis 1990

Année	Public	Privé	Les deux secteurs
1990	5,6	5,7	5,6
1991	3,4	4,4	3,6
1992	2,0	2,6	2,1
1993	0,6	0,8	0,7
1994	-0,0	1,2	0,3
1995	0,6	1,4	0,9
1996	0,5	1,7	0,9
1997	1,1	1,8	1,4
1998	1,6	1,8	1,7
1999	1,9	2,7	2,2
2000	2,5	2,4	2,5
2001	3,4	3,0	3,3
2002	2,9	2,6	2,8
2003	2,9	1,2	2,5
2004	1,4	2,3	1,8
2005	2,3	2,5	2,3
2006	2,6	2,2	2,5
2007	3,4	3,2	3,3

Année	Public	Privé	Les deux secteurs
2008	3,5	2,5	3,2
2009	2,5	1,8	2,4
2010	2,0	2,2	2,1

***Note :** Les données pour 2010 englobent les mois de janvier à juin.*

Les grands règlements salariaux visent les unités de négociation de 500 employés ou plus. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les Notes techniques (format PDF, 200 Ko).

Source : Direction de la politique stratégique, de l'analyse et de l'information sur les milieux de travail, Programme du travail, RHDCC.

AUTRES TABLEAUX DÉTAILLÉS

Des tableaux plus détaillés (format PDF, 254 Ko) indiquent le nombre de conventions, le nombre d'employés et la durée selon le mois, le trimestre et l'année pour les secteurs public et privé, les sphères de compétence et les industries.

Les principales ententes conclues en juin 2010

Industrie, employeur, emplacement, syndicat et unité de négociation	Nombre d'empls.	Rajust. ann. moy. en % *IVC	Durée (mois)	Date d'expiration
Construction				
Master Insulators Association of Ontario Inc. à l'échelle de la province, Ontario Association internationale des poseurs d'isolant et des travailleurs de l'amiante (FAT-COI/CTC) isolateurs	1 400	2,4	36,0	30 avr 2013

Industrie, employeur, emplacement, syndicat et unité de négociation	Nombre d'empls.	Rajust. ann. moy. en % *IVC	Durée (mois)	Date d'expiration
Construction (suite)				
Toronto and Area Road Builders Association Toronto et autres centres, Ontario Union internationale des opérateurs-ingénieurs (FAT-COI/CTC) opérateurs de machines lourdes	2 000	2,8	36,0	30 avr 2013
2 conventions	**3 400**	**2,6**	**36,0**	
Fabrication				
Aliments Prince, Société en commandite Drummondville, Québec Syndicat des travailleuses et travailleurs de Bacon Inter-América (CSN) employés de production	580	1,8	47,9	1 mar 2014
General Dynamics Canada Nepean, Ontario Salaried Employees Alliance Canada (Synd. ind. local) employés scientifiques et autres professionnels	570	0,0	24,0	29 fév 2012
2 conventions	**1 150**	**0,9**	**36,1**	
Commerce de gros et de détail				
Calgary Co-operative Association Limited Calgary et Strathmore, Alberta Union of Calgary Co-operative Employees (Synd. ind. local) commis de détail	3 200	4,3	36,0	24 oct 2012
1 convention	**3 200**	**4,3**	**36,0**	
Transport				
BC Transit Victoria, Colombie-Britannique Synd. nat. de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres trav. et travailleuses du Canada (TCA-Canada) (CTC) chauffeurs d'autobus, mécaniciens et employés de bureau	680	0,0	24,0	31 mar 2012

Industrie, employeur, emplacement, syndicat et unité de négociation	Nombre d'empls.	Rajust. ann. moy. en % *IVC	Durée (mois)	Date d'expiration
Transport (suite)				
Société canadienne des postes à l'échelle du Canada, Multiprovince Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (CTC) receveurs des postes; receveurs des postes adjoints	11 000	2,1*	60,0	31 déc 2014
2 conventions	**11 680**	**1,9**	**57,9**	
Finance et services professionnels				
Brink's Canada Limited à l'échelle de la province, sauf Ottawa et Cornwall, Ontario Synd. nat. de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres trav. et travailleuses du Canada (TCA-Canada) (CTC) employés du service de camions blindés	950	3,5	35,9	26 août 2013
1 convention	**950**	**3,5**	**35,9**	
Éducation, santé et services sociaux				
Alberta Health Services à l'échelle de la province, Alberta United Nurses of Alberta (Synd. ind. national) infirmières	24 000	2,0	36,0	31 mar 2013
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard à l'échelle de la province, Île-du-Prince-Édouard Prince Edward Island Teachers' Federation (Synd. ind. national) enseignants à l'élémentaire et au secondaire	1 470	1,9	39,0	30 sep 2013
Gouvernement du Yukon à l'échelle du territoire, Yukon Yukon Teachers' Association (Synd. ind. national) enseignants à l'élémentaire et au secondaire	800	2,2	36,0	30 jun 2012
Grant MacEwan College Edmonton, Alberta Association des professeurs du collège Grant MacEwan (Synd. ind. local) professeurs	1 250	0,0	12,0	30 jun 2011

Industrie, employeur, emplacement, syndicat et unité de négociation	Nombre d'empls.	Rajust. ann. moy. en % *IVC	Durée (mois)	Date d'expiration
Éducation, santé et services sociaux (suite)				
University of Regina Regina, Saskatchewan Syndicat canadien de la fonction publique (CTC) employés de bureau; employés des services techniques; employés des services et préposés à l'entretien	600	2,4	36,0	31 déc 2012
5 conventions	**28 120**	**1,9**	**35,1**	
Administration publique				
Hamilton Police Services Board Hamilton, Ontario Hamilton Police Association (Synd. ind. local) agents de police	770	3,0	48,0	31 déc 2012
Ville de Laval Laval, Québec Fédération des policiers et policières du Québec (Synd. ind. national) agents de police	500	2,3	72,0	31 déc 2013
Ville du Grand Sudbury Sudbury, Ontario Syndicat canadien de la fonction publique (CTC) employés d'extérieur	530	2,4	36,0	31 mar 2013

Industrie, employeur, emplacement, syndicat et unité de négociation	Nombre d'empls.	Rajust. ann. moy. en % *IVC	Durée (mois)	Date d'expiration
Administration publique (suite)				
Ville du Grand Sudbury Sudbury, Ontario Syndicat canadien de la fonction publique (CTC) employés d'intérieur	970	2,4	36,0	31 mar 2013
4 conventions	**2 770**	**2,5**	**45,8**	
Conventions avec IVC - 1 convention	**11 000**	**2,1**	**60,0**	
Conventions sans IVC - 16 conventions	**40 270**	**2,2**	**35,8**	
Toutes les conventions - 17 conventions	**51 270**	**2,2**	**41,0**	

Les grands règlements salariaux visent les unités de négociation de 500 employés ou plus. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les Notes techniques (format PDF, 200 Ko).

Source : Direction de la politique stratégique, de l'analyse et de l'information sur les milieux de travail, Programme du travail, RHDCC.

Négociations clés en cours et à venir
visant 500 employés ou plus

Employeur	Syndicat	Employés	Statut*	Mois d'expiration
Négociations en cours				
Sphère de compétence fédérale, secteur public				
Saskatchewan				
Saskatchewan Telecommunications	SCEP	3 460	N	mar 10
Multiprovince				
Société canadienne des postes	STTP	6 000	ARB	sep 09
Gouvernement du Canada	Divers syndicats	3 870	N	nov 09

Employeur	Syndicat	Employés	Statut*	Mois d'expiration
Négociations en cours (suite)				
Sphère de compétence fédérale, secteur privé				
Québec				
Association des employeurs maritimes (Qc)	SCFP	830	AT	déc 08
Manitoba				
MTS ALLSTREAM Inc.	TEAM	1 250	CO	fév 10
Colombie-Britannique				
British Columbia Maritime Employers Association	ILWU Canada	4 500	MED	mar 10
Multiprovince				
NAV CANADA	FIOE/ TCA Canada	1 620	N	aoû 09 / avr 10
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur public				
Île-du-Prince-Édouard				
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard	UPSE	1 950	ARB	mar 10
Ministère de la Santé de l'Île-du-Prince-Édouard	Union internationale des opérateurs-ingénieurs/UPSE	1 610	ARB	mar 09
Nouvelle-Écosse				
Capital District Health Authority	NSGEU	8 350	N	oct 09
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	NSGEU/SCFP	7 690	N	oct 09 / mar 10
Nova Scotia Association of Health Organizations	Nova Scotia Nurses' Union	3 580	N	oct 09
Halifax Regional School Board	SCFP	770	N	jul 09
Nouveau-Brunswick				
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	SESPPNB/SCPF	12 160	N	déc 08 - mar 10

Employeur	Syndicat	Employés	Statut*	Mois d'expiration
Négociations en cours (suite)				
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur public (suite)				
Québec				
Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux	Divers syndicats	174 820	N/MED/PR	mar 10
Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires	Divers syndicats	108 270	N/MED/PR	mar 10
Gouvernement du Québec	Divers syndicats	68 990	N/PR	mar 10
Comité patronal de négociation des collèges	Divers syndicats	28 850	N/MED/PR	mar 10
Ville de Montréal	Divers syndicats	13 360	ARB/CO	déc 06 / août 08
Hydro-Québec	Ingénieurs	1 490	N/CO	déc 08
Le Réseau de transport de la Capitale	CSN	920	N	jun 09
Ville de Québec	FPPVQ	800	ARB	déc 06
Ontario				
Association des hôpitaux de l'Ontario	UIES	15 000	ARB	oct 09
Ville de Toronto	AIP	3 000	N	déc 09
Manitoba				
Gouvernement du Manitoba	MGEU	13 500	N	mar 10
Regional Health Authorities of Manitoba	Manitoba Nurses' Union	11 000	PR	sep 09
Saskatchewan				
Saskatchewan Association of Health Organizations	Health Sciences Association of Saskatchewan/ SCFP/SFPS/UIES	27 500	CO/N	mar 08 / mar 09
SaskPower	FIOE/SCEP	2 080	N	déc 09
Ville de Saskatoon	SCFP	1 490	N	déc 09
Ville de Regina	SCFP	1 200	N	déc 09

Employeur	Syndicat	Employés	Statut*	Mois d'expiration
Négociations en cours (suite)				
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur public (suite)				
Colombie-Britannique				
Community Social Services Employers' Association	BCGEU	15 000	N	mar 10
Health Employers Association of British Columbia	HSABC	14 000	N	mar 10
Nunavut				
Gouvernement du Nunavut	Nunavut Teachers' Association	640	MED	jun 09
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur privé				
Québec				
Association de la construction du Québec, Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec et Association provinciale des constructeurs de routes et grands travaux du Québec	Conseil provincial du Québec des métiers de la construction	173 360	N	avr 10
Ontario				
Secteur de la construction (Ont.)	Divers syndicats	22 370	N	avr 10
Loblaws Supermarkets Limited	TUAC Canada	15 390	MED	jul 10
Zehrs Markets, division de Zehrmart Limited	TUAC Canada	11 340	MED	jul 10
Extendicare (Canada) Inc., Nursing Homes	UIES	2 870	ARB	avr 10
Hamilton Steel GP Inc.	Métallos	2 400	N	jul 10
Leisureworld Inc.	UIES	2 070	ARB	avr 10
Central Care Corporation	Divers syndicats	1 660	ARB	mar / avr 10
Essar Steel Algoma	Métallos	590	CO	jul 10

Employeur	Syndicat	Employés	Statut*	Mois d'expiration
Négociations en cours (suite)				
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur privé (suite)				
Alberta				
Canada Safeway Limited (Alb.)	TUAC Canada	10 725	N	mar 10
Suncor Energy Inc.	SCEP	3 200	MED	avr 10
XL Foods Lakeside Packers	TUAC Canada	2 100	N	déc 09
Colombie-Britannique				
Interior Forest Labour Relations Association, Council on Northern Interior Forest Employment Relations	Métallos	7 500	N	jun 09
Western Forest Products	Métallos	2 400	PR	jun 10

*

ARB	Arbitrage	N	Négociation
AT	Arrêt de travail	NPA	Négociation postérieure à l'arbitrage
CO	Conciliation	NaAT	Négociation après un arrêt de travail
MED	Médiation	NPC	Négociation postérieure à la conciliation
MaAT	Médiation après un arrêt du travail	NPM	Négociation postérieure à la médiation
		PR	Projet de règlement

Notes:
Le trait d'union (-) dans la colonne **Mois d'expiration** indique que les conventions collectives à l'intérieur d'un même syndicat ou de plusieurs syndicats expirent, par exemple, à compter de septembre 2007 à janvier 2008 inclusivement et leurs dates d'expiration sont représentées de cette façon : **sep 07 - jan 08.**

La barre oblique (/) signifie que les conventions collectives à l'intérieur d'un même syndicat ou de plusieurs syndicats expirent, par exemple, soit en juillet 2007 ou avril 2008 et leurs dates d'expiration sont représentées de cette façon : **jul 07 / avr 08.**

Employeur	Syndicat	Employés	Mois d'expiration
Négociations à venir			
Sphère de compétence fédérale, secteur public			
Gouvernement du Canada	CSN	5 950	mai 10

Employeur	Syndicat	Employés	Mois d'expiration
Négociations à venir (suite)			
Sphère de compétence fédérale, secteur privé			
Rien à signaler.			
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur public			
Universités (Ont.)	Divers syndicats	16 620	avr/jun/aoû 10
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	NSTU	10 000	jul 10
Gouvernement du Nunavut	AFPC	2 100	sep 10
Sphères de compétence provinciale et territoriale, secteur privé			
Rien à signaler.			

Principaux arrêts de travail

impliquant 500 employés ou plus du **16 au 29 juillet 2010**

Des mises à jour du Rapport hebdomadaire et de la Liste complète sont disponibles sur Internet.

Employeur, emplacement, syndicat et employés	Litige(s)	Début	Fin
Association des employeurs maritimes Port de Montréal Montréal, Québec Syndicat canadien de la fonction publique 830 débardeurs	Sécurité d'emploi et de revenu	19 jul 2010 Lock-out	24 jul 2010
Sears Canada (Centre de logistique) Vaughan, Ontario Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication, de l'énergie, des services et industries connexes 540 employés d'entrepôt	Non disponible	1 avr 2010 Lock-out	

À paraître dans le prochain numéro

- Liste des conventions collectives en cours
- Négociations clés en cours et à venir – mise à jour
- Principaux arrêts de travail – mise à jour

Pour plus d'information

Le *Bulletin du travail* est un bimensuel.

Le *Bulletin du travail* vous tient au courant des développements continus concernant les relations de travail et la négociation collective au Canada grâce à des renseignements personnalisés et d'actualité. Les sujets suivants sont traités :

- négociations salariales
- avantages sociaux
- conditions de travail
- arrêts de travail
- organisations de travailleurs et travailleuses
- effectifs syndicaux
- pratiques innovatrices en milieux de travail.

Pour plus d'information ainsi que la liste complète des produits et services, visitez Analyse et information sur les négociations collectives ou veuillez communiquer avec :

Services à la clientèle au 1-800-567-6866

Région d'Ottawa-Gatineau au 819-997-3117

Liste de distribution – ajouter/retirer mon nom

Le *Bulletin du travail* fournit des renseignements pertinents sur des sujets variés. Pour recevoir le *Bulletin du travail*, veuillez ajouter votre nom à la liste de distribution en utilisant le lien ci-dessous.

Je désire M'INSCRIRE sur la liste de distribution.

Je désire RETIRER mon nom de la liste de distribution.

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE